

La question toujours ouverte des conditions-cadres à Genève

Richard Etienne, 29.11.2022

4–5 minutes

Fiscalité, résultats à prendre avec des pincettes et bonne santé générale. C'est en substance ce qu'on peut retenir d'une étude sur les conditions-cadres au bout du Léman publiée mardi par la [Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève \(CCIG\)](#) et la Banque cantonale de Genève (BCGE).

Elle paraît à quelques mois de deux votations présentées par ces institutions comme étant à haut enjeu pour l'économie: une [initiative](#), soumise au peuple en mars, veut taxer les dividendes et une [autre](#), en juin, propose «une contribution temporaire de solidarité sur les grandes fortunes».

Lire aussi: [Fiscalité, main-d'œuvre ou mobilité: des entrepreneurs racontent les maux qui nuisent à l'attractivité de Genève](#)

De quoi ternir les conditions-cadres de Genève? [La CCIG](#) craint que oui. Avec la BCGE, elle a mandaté l'Institut de recherche appliquée en économie et gestion (IREG) pour répondre à cette question. «Et disposer d'un outil boussole», a résumé [Vincent Subilia](#), directeur général de la CCIG, mardi.

L'étude confirme-t-elle les craintes? Pas sûr. Elle rappelle qu'il s'agit du canton où le taux d'exploitation du potentiel fiscal est le plus haut. Le taux d'imposition du capital (0,4%) y figure parmi les plus élevés du pays, derrière ceux de Neuchâtel et du Valais, là où celui du bénéfice (8%) se trouve dans la moyenne. Le potentiel de ressources fiscales genevoises est au-dessus de la moyenne, mais

inférieur à ceux de Bâle et de Zoug.

Lire aussi: [Cet impôt qui frustre les entrepreneurs lémaniques](#)

«Exploiter le potentiel fiscal n'est pas fondamentalement mauvais car avec ces ressources, on peut faire quelque chose», a nuancé Sylvain Weber, professeur à l'IREG, en présentant l'étude.

«Améliorer une condition-cadre peut avoir un impact sur une autre. Si on veut renforcer les transports, il faudra peut-être augmenter la fiscalité pour financer le chantier», a relevé son collègue Giovanni Ferro Luzzi.

Difficile de mesurer l'importance des conditions-cadres, qui peuvent dépendre d'un secteur à l'autre, selon ces professeurs. Pas facile non plus de les comparer car les cultures varient et les données manquent. On ne sait, par exemple, pas s'il y a moins de trafic routier à Genève avec l'essor du télétravail.

Une inadéquation

L'étude retient des critères tels que la création et la destruction d'entreprises, le vivier de talents, les infrastructures de transport, la culture entrepreneuriale et des aspects conjoncturels. A Genève, le taux de création d'entreprises est en hausse et supérieur à celui de leur fermeture. Là encore, difficile de prendre le pouls car les résultats changent selon les milieux. Le négoce de matières premières s'est développé ces dernières décennies mais le commerce de détail a souffert.

Lire aussi: [A Genève, la paix sociale s'effrite](#)

Le PIB moyen par habitant est élevé (à environ 110 000 francs par personne) dans la Cité de Calvin, tout comme le taux de chômage (5%), le plus haut de Suisse, comparable à celui des pays voisins. Le canton souffre d'une inadéquation entre sa demande en emplois et l'offre en la matière. En 2021, un tiers de sa population était diplômé d'une haute école (est-ce trop? La question reste ouverte pour les auteurs de l'étude). D'autres formations, dont au niveau secondaire, sont moins prisées malgré des besoins importants.

En septembre, une étude de la Fondation pour l'attractivité de Genève, une nouvelle organisation, a indiqué qu'une large majorité de la population estime que le canton a perdu de son attractivité et que 80% des entrepreneurs ont de la peine à recruter à cause du coût de la vie, de la fiscalité et de la pénurie de logements. Le bout du lac apparaît pourtant au quatrième rang d'un classement de Credit Suisse, effectué cette année, des cantons offrant les meilleures conditions-cadres.